

Haïti

Rebattre les cartes après le 12 janvier

Le séisme a révélé les carences sociales et politiques des dirigeants, mais la crise affecte depuis longtemps la société haïtienne. Cependant, cette catastrophe pourrait être l'occasion pour les autorités, les partis politiques et la société civile d'une refondation du pays qui donnerait la pleine citoyenneté à tous les Haïtiens.

SUZY CASTOR

À la mémoire du professeur Jean Anil Louis-Juste vilement assassiné, quelques heures avant le séisme.

Nous sommes tous des rescapés du 12 janvier 2010. Trente-trois secondes de ce tremblement de terre d'une magnitude de 7 degrés sur l'échelle de Richter, et le bilan est catastrophique: 200 000 morts, 250 000 blessés, plus de 4 000 personnes handicapées, des millions de victimes de traumatismes psychiques, 1,5 million de nouveaux sans-logis, plus de 500 000 déplacés, des pertes matérielles et des drames individuels, familiaux, organisationnels..., une tragédie nationale.

Chaque Haïtien de la zone métropolitaine et des communes avoisinantes a gravé dans sa mémoire ce moment, de l'espace d'un cillement qui lui a laissé des traces indélébiles. On se rappelle dans les moindres détails les faits et les sensations de cet instant... On réfléchit encore sur cette minute, sur cette

décision, sur ce geste qui a été fait ou qui n'a pas été fait et qui a scellé la différence entre la vie et la mort... Nous poursuivons avec ténacité les appels sans écho à la recherche d'un être cher, l'espoir même devant l'évidence, l'angoisse de ne pouvoir sortir vivants ceux qui communiquent encore sous les décombres, l'effondrement de maisons, d'édifices, de maisonnettes, fruits de tant de sacrifices, qui ont emporté les souvenirs de toute une vie, le regard hagard des survivants exprimant leur désarroi et leurs interrogations. Les pertes immatérielles encore impossibles à évaluer approfondissent encore davantage le vide que nous ressentons tous. La découverte de l'horreur, qui s'est révélée et se révèle encore à nous, peu à peu, dans toute sa dimension. Et la vie doit continuer malgré les frustrations, les peines, les carences de toutes sortes et

surtout le gouffre de l'absence d'êtres chers, avec ces blessures vives ou cette tristesse ténue qui nous enveloppe.

Solidarité entre les Haïtiens

Chapeau à la solidarité entre Haïtiens! Si malgré l'absence du gouvernement, de la mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti, de la police nationale, des pompiers, de l'aide internationale, le pays a pu survivre au chaos des quatre longs... longs premiers jours; si le feu et la violence ne se sont pas immédiatement donnés rendez-vous; si, malgré tout, la vie a continué et s'est organisée, c'est grâce à cette solidarité et même à l'héroïsme d'un grand nombre de Haïtiens, de tous âges et de toutes les catégories sociales. En dehors de toute organisation, littéralement à mains nues, des brigades de citoyens et de secouriste bénévoles se sont constituées pour le sauvetage des survivants sous les décombres ou pour assister les blessés avec peu de moyens et beaucoup d'ingéniosité. Des draps blancs, surgis d'on ne sait d'où, ont vainement essayé de donner une certaine dignité à ces milliers de cadavres de parents, d'amis ou simplement d'inconnus.

Au milieu de cet effondrement apocalyptique de la ville et des symboles de l'État, peut-être avec naïveté et même ingénuité, nous sommes nombreux à avoir rêvé de voir au petit matin du 13 janvier, le président, debout devant le palais national fortement abîmé, accompagné du gouvernement et de tous les anciens présidents de la république qui ont vécu dans leur chair les affres de ces secondes. Nous désirions tellement, dans cette nouvelle épreuve, entendre une adresse à la nation, appelant à resserrer les rangs, à mobiliser toutes les forces pour sauver la patrie en danger, annoncer immédiatement certaines mesures

d'appui de nos faibles moyens, rappeler que nous formons une seule nation et un seul pays, et affirmer avec conviction que dans cette nouvelle étape de notre vie de peuple rien ne saurait continuer comme avant le 12 janvier... Dommage!

Nous nous découvrons devant le représentant spécial des Nations unies, Hedi Annabi et les quelque deux-cents professionnels chevronnés ou jeunes, civils ou militaires provenant de vingt-cinq pays, fauchés dans le cadre de leur mission internationale. La clameur de la solidarité des gouvernements et des peuples s'est élevée de façon extraordinaire. La chaleur des amis de l'extérieur nous a communiqué à tout moment beaucoup de force. Les voix de la voisine République dominicaine, de Cuba, de l'Amérique du Nord, du Canada, de l'Amérique latine, de l'Europe et des quatre coins du monde ont communiqué intensément avec Haïti dans sa douleur, et se sont mis immédiatement à la recherche d'un soutien actif à ce pays frère.

La toute première phase de l'après séisme, le sauvetage des survivants sous les décombres, est passée. Même s'il y a eu des faits incroyables comme ce bébé sorti vivant après dix jours passés dans les entrailles d'un édifice écroulé ou ces survivants rescapés après quatorze jours, à l'heure actuelle, on peut affirmer qu'il n'y a plus de vie sous les décombres. Commence alors la longue route d'une nouvelle urgence, la réhabilitation et la reconstruction immédiate, à court et moyen termes.

Les destructions matérielles ont atteint des niveaux insoupçonnés. La remise en état des édifices publics (notamment le palais présidentiel, le Parlement, le palais de Justice, les ministères, etc.), des écoles, des églises, des commerces, des usines, des maisons privées tant dans les bidonvilles que dans les quartiers de la classe moyenne ou de la bourgeoisie, des infra-

structures détruits, et j'en passe, réclameront d'immenses moyens financiers. Les pertes en vies humaines représentent le plus lourd bilan car chaque vie est irremplaçable. Cependant, on ne saurait pas ne pas souligner la disparition de centaines de cadres ou de fonctionnaires expérimentés de la fonction publique. En outre, l'immédiat exode massif a drainé vers l'extérieur, peut-être de manière définitive, des milliers de professionnels, de jeunes universitaires, étudiants et écoliers. Le manque de ressources humaines dont souffre Haïti, accéléré à partir du 12 janvier, aura un fort impact sur le futur de la nation.

Un million et demi de sans-logis; des sources de travail dans les secteurs formels et informels volatilisées. Les retombées du séisme, loin de se circonscrire à la zone métropolitaine, ont profondément atteint tout le pays. En effet, l'hypertrophie de Port-au-Prince, avec sa population impossible à gérer, a déversé spontanément d'abord, puis encouragée par le gouvernement, près d'un demi-million de réfugiés dans les provinces. Ainsi a été mise à nu l'absence de logements, d'infrastructures, de services et les grandes limitations administratives, financières de nos villes. Pointent déjà virtuellement des problèmes encore plus grands, inhérents à cette nouvelle situation, si les dispositions adéquates pour les éviter ne sont pas immédiatement prises et appliquées. Spontanément la décentralisation s'impose. Mais comment la gérer?

Cette catastrophe dépassant en magnitude tout ce que l'on pourrait imaginer a été révélatrice des défaillances politiques et sociales. Car, depuis déjà longtemps, les mises en garde répétées des spécialistes et des non-spécialistes laissaient présager le pire si aucune mesure n'était adoptée. La construction sauvage de riches villas et de misérables maisonnettes flanquées sur les flancs des montagnes ou la multiplication

des villes de misères couchées dans le lit des nombreuses ravines, défiant toutes les règles de construction et d'urbanisme; l'insalubrité, la déforestation, l'exploitation effrénée des carrières de sables du Morne l'Hôpital, formaient l'ensemble de conditions d'une mort annoncée de la zone métropolitaine.

La responsabilité des pouvoirs publics

La solution des problèmes, il est vrai, revient à tous les citoyens, mais elle incombe en premier lieu aux pouvoirs publics. Au moment du séisme, même si, nous acceptons d'accorder au président et à ses ministres le bénéfice de la stupeur paralysante du premier moment — incontestablement inacceptable pour des dirigeants —, il est grand temps de sentir la prise en main de la situation par l'État et l'adoption de mesures exigées par la situation. L'incapacité de nos dirigeants dans la prévision et la gestion de catastrophes ainsi que leur complète dépendance de l'aide attendue de l'étranger ont été claires. Aucune orientation pour la gestion de l'aide humanitaire, aucun plan d'urgence... Si depuis le 16 janvier, certaines mesures sont adoptées peu à peu, il n'en reste pas moins vrai que le plan stratégique gouvernemental cohérent pour lancer le pays sur la voie de la reconstruction et surtout l'appel à toutes les forces vives de la nation, rejetant toute position de clans et d'intérêts de groupes, n'ont pas encore été lancés.

Nous avons élu un président pour cinq ans et son mandat se termine le 7 février 2011, soit trois-cent-septante-quatre jours après ce 12 janvier! Un ressaisissement réel du président et du gouvernement s'impose, sinon l'aiguillon des pressions de la population devra les obliger à prendre les mesures indispensables, dont quelques-unes

peuvent être impopulaires. Le président devra se définir un rôle à la hauteur de ce tournant historique, manifester son leadership et assurer la direction du pays. S'impose pour lui la nécessité de ressouder la nation, d'orienter la vision de la construction et reconstruction de nos infrastructures et structures, et de projeter l'avenir. Il doit assumer, le cas échéant, le remaniement du gouvernement actuel et prendre l'initiative de soumettre formellement une proposition aux partis politiques, aux divers secteurs de la société civile et à la population en général.

Partis politiques et société civile

Peut-être n'est-il pas faux d'affirmer que le plus difficile nous attend et que la reconstruction, greffée sur notre longue crise structurelle, sera longue... Les partis politiques et la société civile organisée, qui malgré vents et marées, incompréhensions, avances et reculs ont réalisé la lourde tâche de leur structuration, doivent aborder, de façon consensuelle avec le gouvernement, cette conjoncture qui exige beaucoup de clairvoyance, de sacrifices, de dépassement de soi.

La faiblesse des partis politiques est patente. Le mouvement de regroupement entamé (enfin!) depuis quelque temps a trouvé un catalyseur pour arriver à offrir, malgré les intérêts différents, une alternative à la nation. Absents durant l'immédiat post-cataclysme, ils doivent se construire dans une proximité avec la population, particulièrement en ce moment d'extrême souffrance, faire connaître leur programme et leur projet de société dans un langage accessible à tous les secteurs, car dans le monde contemporain, la communication demeure un instrument primordial. Convertis en interlocuteurs obligés de l'exécutif et de l'in-

ternational, leurs propositions et leurs mises en garde constructives devront orienter, toujours dans l'intérêt de la nation, l'adoption de mesures et contribuer à la solution des problèmes cruciaux du pays.

La société civile organisée a été aussi absente et elle est aussi faible. Ce post-séisme lui offre l'occasion de se dynamiser, de s'organiser en secteurs pour offrir des propositions de solutions, capables d'assurer la bonne marche de la reconstruction dans ses différents aspects. La synergie constructive avec les partis politiques ouvrira la voie à des discussions fructueuses, des orientations judicieuses et la pleine participation à cette entreprise qui, au-delà de ses contours matériels, comporte l'accouchement d'une nouvelle société. Car, ici, nul ne doit se tromper. Rien ne pourra être comme avant le 12 janvier. Pour sortir de cette crise multiforme qui affecte depuis si longtemps la société haïtienne, les ruptures plus que jamais sont obligatoires. Au long de ce parcours se construira le leadership individuel et collectif indispensable qui nous fait tellement défaut.

Normaliser la coopération

Il faut le répéter, Haïti ne peut faire face efficacement ni à l'urgence de la catastrophe ni à la reconstruction sans l'aide internationale qui s'est d'ailleurs manifestée de façon multiforme et a été extraordinaire et émouvante... Il s'est même créé des situations inédites comme le cas de Cuba qui a ouvert son espace aérien aux avions militaires américains... La militarisation de l'aide humanitaire et l'arrivée dominante — exagérée et irritante même — des seize mille *marines* américains pour accompagner l'aide humanitaire font réfléchir et soulèvent bien des soupçons, ce qui, cependant, ne nous autorise pas à partager l'opinion

de ceux qui parlent d'occupation, à moins qu'il y ait des données encore inconnues des Haïtiens en général. Il y a eu certes des dérapages dès les premiers jours en ce qui a trait à la gestion de l'aéroport et les protestations en particulier de la France, Cuba et le Brésil, ou au sujet des modalités de distribution de l'aide. Malgré les voix qui réclament le protectorat ou l'occupation d'Haïti, on pourrait penser que le nouvel ordre mondial ne se prête pas à un tel comportement en Amérique latine.

Pendant, une réalité saute aux yeux. Le vide provoqué par l'absence de l'État et du gouvernement a alimenté la tutelle larvée que vit Haïti. Omniprésente et omnipuissante, la communauté internationale dans ses diverses composantes (ambassades, institutions internationales civiles ou militaires, ONG étrangères) se trouve très souvent désarmée face à ce vide. Mais malheureusement, certains en profitent pour agir comme bon leur semble. Encore une fois, l'après-12 janvier offre l'occasion de rectifier le tir. En coordination avec les partis politiques et la société civile, le pouvoir haïtien peut devenir un interlocuteur valide, avec un plan stratégique pour orienter comme il se doit une coopération normale. Seulement ainsi nous pourrions éviter l'aggravation de la situation de dépendance et donner son vrai sens à la coopération internationale.

Il est bon de signaler qu'Haïti, pour des raisons historiques ou autres, joue un rôle particulier dans la politique interne de trois pays. La politique américaine, traditionnellement hétérogène, pourrait y opposer la vision du Pentagone et celle de l'exécutif. Le succès ou l'échec de cette sortie post-séisme aurait des retombées sur les choix du président Obama. D'autre part, le président Leonel Fernández de République dominicaine, en adoptant avec célérité et promptitude dans la circonstance une politique qui

cherche à ouvrir une nouvelle page dans les relations haïtiano-dominicaines, semble avoir pris de court les « nationalistes » dominicains. Il faudra suivre avec attention cette nouvelle configuration qui se dessine. Enfin, le Brésil d'Ignacio Lula, dans l'affirmation de sa politique internationale, a misé sur Haïti avec en plus le renforcement fraternel des liens culturels et afroaméricains qui unissent les deux pays.

Il faut changer la donne

Les grands désastres peuvent provoquer de grandes secousses politiques et sociales, et ils représentent souvent un tournant dans la vie des peuples. Le séisme de 1972 de Managua (Nicaragua), avec d'importantes destructions de la ville et environ six-mille morts et vingt-mille blessés, a provoqué un vrai tremblement de terre politique pour le régime somoziste qui n'a pas été à la hauteur de la situation. Ainsi, la crise nationale s'est aiguisée et a contribué à renforcer le mouvement sandiniste qui s'engagea sur la route du triomphe de juillet 1979. De même, la gestion inadéquate du violent tremblement de terre qui a détruit, en septembre 1985, le centre-ville de Mexico a marqué aussi le début de la perte d'hégémonie du PRI qui, sanctionné au cours des élections de 1988, connut son premier échec électoral en 2000 avec la perte du pouvoir après un « règne » de plus de septante-et-un ans. On pourrait aussi citer l'évolution de la situation à la suite du tremblement de terre au Guatemala en septembre 1976; l'avalanche de boue du volcan du Nevado de Ruiz en Colombie en novembre 1985; le séisme du Salvador en janvier 2001; et enfin, l'ouragan Katerina en Nouvelle Orléans, en août 2005, a eu une forte répercussion sur le gouvernement de Bush et le parti républicain aux États-Unis. En Haïti, dans la

gestion de l'urgence du post-tremblement de terre, si les six-cents camps de réfugiés élevés spontanément dans la zone métropolitaine et les problèmes des réfugiés en province ne sont pas résolus avec efficacité, les explosions sociales, rapidement converties en émeutes politiques, peuvent être à craindre.

Il est vrai que, dans ce tournant, les mesures de redressement sont plus difficiles. Avec la perte, en grande partie, du peu que nous avons, le pays se retrouve sinistré. Des couches encore plus nombreuses de la population seront dans le dénuement le plus complet et les disparités sociales se creuseront davantage. Mais aussi s'offre à nous une opportunité. Nous souhaitons ardemment que ce 12 janvier marque le moment d'un nouveau départ pour notre nation. Cependant, nous ne devons pas cacher que les opportunités n'accouchent pas toujours d'une vie nouvelle. Dans notre histoire récente, les conjonctures porteuses d'espoirs de 1986, 1991 et 2004 ont été des rendez-vous manqués qui ont marqué les vicissitudes et la prolongation de la crise de la transition haïtienne des vingt-quatre dernières années. Les opportunités n'arriveront pas à se concrétiser d'elles-mêmes; pour se transformer en réalité, elles exigent des conditions et des actions.

La route sera longue et peut-être très difficile au vu de notre évolution récente: l'absence d'État, l'autosatisfaction, la corruption, l'incapacité d'une concertation, l'exclusion sociale et le calice bu jusqu'à la lie d'être toujours cité comme le pays le plus pauvre, le plus corrompu, le plus dépendant, le plus incapable, etc. La continuité nous conduira à l'abîme. Plusieurs citoyens, en considérant le comportement actuel de certains acteurs clés du moment s'interrogent, avec angoisse, et doutent du rêve d'une reconstruction grandiose, profitant de l'opportunité pour une entrée d'Haïti dans le

XXI^e siècle avec une population debout et unie, une implication de l'État haïtien, des gouvernements étrangers, du secteur privé, la diaspora haïtienne, les ONG, les secteurs populaires et la classe moyenne. Ou, au contraire, allons-nous nous installer dans une anormalité convertie en normalité?

Une fois partis les journalistes des grandes chaînes internationales et éteintes les lumières des caméras sur Haïti, d'autres événements attireront l'attention du monde et occuperont l'actualité internationale. Mais la coopération internationale et la solidarité des amis d'Haïti resteront fermes. Cependant, les meilleures initiatives, qui sans nul doute peuvent être bonnes en soi — nomination de Bill Clinton émissaire spécial des Nations unies pour Haïti; diverses conférences des bailleurs de fonds à l'extérieur; les consortiums des pays amis; les milliards de dollars recueillis pour la reconstruction, la constitution de fonds pour le développement de l'éducation, la santé, etc. —, faute d'un interlocuteur valable se réaliseront sans l'acteur haïtien et ne pourront donner ni son vrai sens ni sa profondeur à cette reconstruction. En effet, si des changements de conception, comportement et mentalités ne se réalisent pas, la reconstruction physique du pays, dans le meilleur des cas, sera l'œuvre, *peut-être* de l'internationale qui se substituera à l'État haïtien.

Deux-cent-et-six années après la conquête de l'indépendance, il incombe aux Haïtiens de faire face à cette lourde responsabilité historique de convertir une opportunité en réalité: la refondation d'une nation qui, avec dignité, reprendra sa place dans le concert des nations et réalisera le rêve bicentenaire qui a traversé toute notre histoire de peuple, la pleine citoyenneté pour tous les Haïtiens. ■

6 février 2010